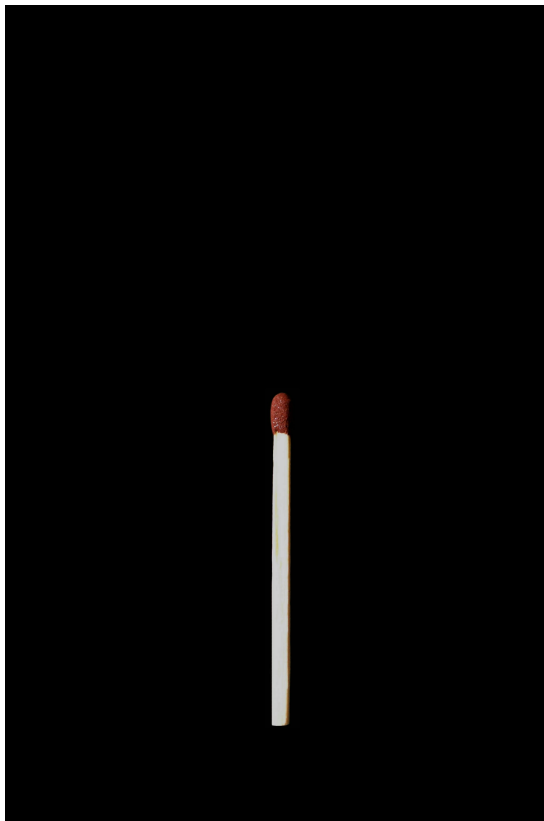


Lundi 09/03/2026

Vers l'abolition du travail gratuit.



Écrit par

Collectif

Vers l'abolition du travail gratuit. Organisons la grève des travailleurEuses précaires!

À l'école comme ailleurs, revendiquons un salaire et des conditions convenables pour toutes les travailleurEuses précaires.

Texte de fondation du REAX

Cet hiver, un comité étudiant autonome a été créé à l'Université de Sherbrooke pour penser des stratégies militantes contre la précarité et pour organiser la lutte, se mobiliser entre collègues. Nommé la *Résistance Étudiante Anti-eXploitation* (REAX), le groupe réunissant des étudiantEs de différents programmes et des stagiaires constate: rien ne semble être en mesure d'arrêter les vagues du néolibéralisme et de la précarité des travailleurEuses en formation. La question évidente reste donc que faire..? Et sur quelle base s'organiser? Une des grandes leçons que nous pouvons tirer du mouvement étudiant des dix dernières années est que les étudiantEs sont aussi des travailleurEuses dont l'activité principale, les études, n'est

pas rémunérée. Ceux-ci gagneraient donc à lutter eux-mêmes pour le salaire de tout leur travail, en stage comme pour les études en général.

C'est donc à partir du principe que tout travail mérite salaire que les prochaines stratégies devraient être réfléchies pour faire une vraie différence. Car la source de la précarité, à l'école comme à l'extérieur, c'est l'absence de conditions de travail décentes, dont la partie la plus fondamentale est l'absence de salaire, d'un statut d'emploi stable et digne. Le salaire est une institution sociale, qui établit un rapport de force entre ce qui est dûment payé par l'employeur vis à vis de l'énorme quantité de temps et de travail attendu des travailleurEs. Et il faut rappeler: l'injonction au travail gratuit est une violence genrée et raciste alors qu'elle touche particulièrement les femmes et les personnes racisées dans les domaines du care ce qui est particulièrement visible dans les cohortes de stagiaires. Pour y mettre fin, il faut mener une lutte contre toute obligation au travail non rémunéré, dans une perspective de réduction de la charge et du temps de travail et de reconnaissance de celui-ci. Si l'État et les entreprises méprisent les personnes étudiantes en négligeant leurs besoins de base (alimentation, logement, vie sociale), on peut partir de ce constat. Organisons nous sur la base de l'appartenance au précariat, la classe des travailleurEs précaires!

S'organiser sur la base du travail précaire

S'organiser sur la base du statut travailleurEs précaires plutôt que du statut d'étudiantEs permettra plusieurs choses. Premièrement, cela rendrait possible la création d'alliances inédites avec les autres travailleurEs précaires à Sherbrooke comme ailleurs, comme les travailleurEs de la gig economy (économie à la tâche). Cela permettrait de lier la condition des travailleurEs en formation, en stage ou non avec celle des autres travailleurEs.

Le précariat a de nombreux visages. C'est la réalité de millions de personnes dans la province. Le dénominateur commun en est l'insécurité professionnelle, le statut d'emploi flou et précaire et le manque ou l'absence de salaire. On peut penser aux personnes étudiantes internationales, qui doivent naviguer un enfer bureaucratique à chaque session alors que le gouvernement abolit le PEQ et contrôle les démarches d'immigration et de visa. Parmi ses visages se trouve ceux, des personnes étudiantes qui doivent cumuler les petits boulots chiants au salaire minimum pour faire des études dont les débouchés ne seront pas nécessairement à la hauteur des sacrifices... Ce sont les stagiaires des domaines féminisés du care et de la reproduction sociale qui doivent cumuler les rôles tout en essayant de préserver leur santé mentale: l'emploi rémunéré, le stage et les cours, la proche aidance, les charges parentales etc. Nous pensons aussi aux bas salairéEs des classes populaires qui ne peuvent pas considérer étudier, car l'idée même d'un passage aux études est trop violente.

S'organiser en autonomie

À chaque renouveau de la mobilisation étudiante, les militantEs constatent que les fédérations étudiantes ont leurs propres intérêts (maints et maints textes militants depuis 2012 et même avant témoignent de leur tentatives de récupération du travail militant). Les fédérations sont composées de gens qui exercent leur fonction pour obtenir des lignes dans leur curriculum vitae, alors qu'iels pourraient l'exercer pour la cause de la classe ouvrière en tant que tel.

À l'heure actuelle, il apparaît que la mobilisation étudiante à l'UdeS est très limitée et peu de groupes se donnent la peine de mobiliser réellement le campus pour un enjeu (mis à part des groupes décoloniaux qui se sont mobilisés pour la Palestine). Ce contexte moribond fait que les forces en présence sont surtout hégémoniques: tel un bruit de fond bureaucratique, les fédérations étudiantes (CRUES, UEQ, FEUS etc.) sont fidèles au poste, mais ne prennent à peu près jamais l'initiative de mobiliser la base pour un enjeu. En parallèle, la récente campagne de syndicalisation des stagiaires provenant de la CSQ, crée, au mieux, des structures en partant du haut et en visant davantage le maraudage que l'abolition de l'exploitation étudiante et l'établissement d'un réel rapport de force « par et pour ». S'il peut être tentant de militer dans ces structures faute d'autre chose, le passé a montré que les luttes qui payent le plus sont celles organisées et supportées par la base et que l'hégémonie tend à trahir et à décevoir tôt ou tard les aspirations des militantEs. De plus, les gains réalisés lors d'une lutte sont toujours à la hauteur du rapport de force, de la mobilisation et de la solidarité qu'un mouvement peut atteindre et non de la capacité de négociation de soi-disant représentantEs.

Il vaut toujours mieux de créer ses propres structures autonomes au service d'une lutte spécifique, dans l'optique du « par et pour », particulièrement en ce moment où tout reste à construire niveau mobilisation. Ceci dit, cela n'exclut pas le fait qu'on puisse tirer profit de certaines organisations, notamment les associations étudiantes! Dans tous les cas, la RÉAX doit garder son indépendance pour le bien des étudiantEs que le comité défend.

Revendiquons la dignité contre les effets délétères du travail Le comité n'est pas un bloc monolithique, les discussions stratégiques y ont encore court. Par contre, le point de départ de toutes les revendications est d'abolir l'injonction au travail gratuit, et de s'attaquer à la précarité à partir de notre statut imposé d'étudiantEs. Certaines militantEs proposent d'emblée de revendiquer la fin de toute dépense liée aux stages à défaut d'une rémunération complète, mais pour d'autres cela reste une revendication qui concède trop alors que le mouvement étudiant demande depuis près de 10 ans la rémunération de tous les stages. À l'instar du mouvement de 2016-2019 les militantEs revendiquent évidemment la rémunération de tous les stages et, dans le cas où c'est impossible l'abolition des stages pour que la formation pratique soit entièrement prise en charge par l'employeur, comme c'était le cas à une autre époque.

Abolir les stages s'inscrit dans une logique dont la perspective est de faire disparaître la séparation entre éducation et travail salarié afin de réduire toute obligation de travailler gratuitement. L'abolition de la contribution parentale au calcul de l'AFE est aussi une revendication intermédiaire, mais pertinente. De façon notable, plusieurs militantEs voient aussi le salariat étudiant, soit une rémunération de l'ensemble du travail fait à l'école, comme une façon directe et stratégique de s'attaquer à la précarité étudiante ce qui permettrait de faire écho à des groupes comme la Convergence autonome et solidaire pour le salariat étudiant (CASSE) qui s'organise à l'UQAM. Finalement, la revendication d'un même statut de citoyenneté pour toutes les étudiantEs fait pour sa part écho à la lutte des internationaux.les pour le maintien du PEQ en visant plutôt une citoyenneté universelle aux études et au-delà.

Un plan d'action vers la grève

Évidemment, la grève reste un outil indéniable de mobilisation pour que le comité puisse se faire entendre et qu'il y est un réel changement. Toutefois, le chemin avant d'arriver à cette étape phare est à tracer. Un élément principal à nommer, et sûrement le premier à mettre en œuvre, est celui de la démocratie directe. En effet, chaque association étudiante comporte des membres éluEs qui représentent leurs étudiantEs. C'est en prenant des mandats dans les différentes assemblées générales et en mandatant les exécutifs d'associations étudiantes qu'une mobilisation pourra être construite. Grâce à ces espaces, les enjeux préoccupants pourront être mis de l'avant, notamment pendant des assemblées générales dans lesquelles les étudiants sont souverains.

C'est aussi lors de ces assemblées générales que le RÉAX pourra aller se faire connaître, notamment en montrant sa cause et sa mobilisation, pour sensibiliser et mobiliser des gens à sa cause. Ensuite, un autre élément serait celui de faire des entrevus ou de récolter des témoignages provenant des étudiants vis-à-vis leur stage non payé. Ce faisant, les étudiantEs pourront réellement montrer à quel point cet enjeu les place dans un environnement précaire. Cela pourrait aussi permettre à d'autres étudiantEs, qui possiblement ne sont pas en situation de précarité, de réaliser à quel point certains de leur camarade de la communauté étudiante souffrent à cause du système. Conjointement à cette idée, une page instagram ainsi que facebook sont mis en place pour partager ces témoignages, cela permettra d'avoir une certaine atteinte médiatique plus globale que simplement du bouche à oreille. Ces réseaux sociaux permettront aussi de partager des affiches de sensibilisation, des résumés de textes, des extraits frappants, etc... Tout cela dans le but de sensibiliser et de mobiliser. En plus des affiches mentionnées, des collants seront aussi créés. Ils mettront de l'avant la mission du RÉAX ainsi que les problèmes du précaire. Ils pourront être mis sur des ordinateurs, des murs, etc...

Finalement, grâce à tout cela, une mobilisation ainsi qu'une sensibilisation sera faite. L'étape logique suivante est la grève. Le moment de la grève reste aussi un élément important. Le Québec va connaître une campagne référendaire au cours de l'automne 2026, ce qui pourrait être un moment idéal pour que la communauté étudiante se fasse entendre sur cet enjeu. Toutefois, si la mobilisation est assez forte et l'envie se fait ressentir, rien n'exclut de faire une grève avant, le but du comité étant de défendre les étudiantEs. Dans tous les cas les militantEs du comité répondront à l'appel.

Benjamin Legault, Florence Lepage et Félix Dumas-Lavoie